

Les sujets des mémoires de fin d'études proposés aux élèves de la 41^{ème} promotion de l'IEDF

Num°	Intitulé et résumé du sujet	Problématique	Références et nouveautés	Intérêts du sujet	Sujet proposé par
1	تأثير وتداعيات المخاطر المتأتمية من المنشآت العمومية على ميزانية الدولة Résumé :	ماهي الحلول الكفيلة لمعالجة المخاطر المتأتمية من المنشآت العمومية التي تواجه صعوبات مالية على ميزانية الدولة؟	تأثير نتائج المنشآت العمومية على الإيرادات والاتفاق العمومي، (انخفاض الإيرادات، زيادة الاتفاق العمومي المبتاثر لدعم المؤسسات والمنشآت العمومية). -التأثير على الدين العمومي: يمثل مستوى مديونية المنشآت العمومية وقدرتها على سداد ديونها خطرا على ميزانية الدولة وقد يكون هذا الخطر إما صريحا وذلك في حالة منح الدولة ضمان بعنوان هذه الديون قامت بمنح قروض، أو التزمت الدولة بدعم المؤسسات والمنشآت التي تعمل في القطاع الجوي عند الحاجة، حيث شهدت العديد من المنشآت صعوبات على مستوى الإيفاء بالتزاماتها المتعلقة بتسديد أقساط قروضها الخارجية التي حل أجلها وقد تدخلت الدولة في عديد المناسبات لمساندتها على التسديد وذلك بمنحها قروض خزينة أو تسقيتات خزينة.	تمكين التلميذ من التعرف على طريقة متابعة المنشآت العمومية والإطار القانوني والتشريعي الخاص بها لضمان سرعة اندماجها في العمل من جهة ودراسة واقع المنشآت العمومية (الإطار التشريعي، الوضعية المالية، الحوكمة، الموارد البشرية،.... الإطلاع على التجارب المقارنة في إصلاح المنشآت العمومية واقتراح حلول عملية تتماشى مع الواقع التونسي للإشكاليات المطروحة من جهة أخرى.	إع للمساهمات
2	دور حوكمة المنشآت العمومية في النمو والازدهار الاقتصادي. Résumé :	ماهي آليات تفعيل حوكمة المنشآت العمومية للمساهمة في النمو والازدهار الاقتصادي.	تعتبر حوكمة المنشآت العمومية المحاور الرئيسي للتفاوض مع الممولين الدوليين للحصول على تمويلات لميزانية الدولة. -إن الخسائر المترتبة التي ما فتئت تسجلها المنشآت العمومية أثرت سلبا على دورها كفاعل اقتصادي. -إن المنشآت العمومية تمثل أداة للدولة لتنفيذ سياساتها الاقتصادية والاجتماعية (دعم المحروقات والمواد الاستهلاكية الأساسية) يمر عبر المنشآت العمومية (STIR, OCT, ONH, Océréales)، منظمة الضمان الاجتماعي (CNSS, CNRPS, CNAM)، البعث العقاري (SNIT, SPROLS, AFH)، تشجيع بعث المناطق الصناعية (AFI).... إن حوكمة المنشآت العمومية تعتبر من أهم السبل لتخفيف الضغط على ميزانية الدولة (التخفيض من أعبائها التشغيلية، تحسين إنتاجيتها، ترشيد مواردها البشرية وتحسين كفاءتها، جعلها مؤسسات رابحة وقادرة على مواصلة الاستغلال، القيام بدورها الرئيسي في تشجيع الاستثمار وفتح آفاق أمام الخواص....)	تمكين التلميذ من التعرف على طريقة متابعة المنشآت العمومية والإطار القانوني والتشريعي الخاص بها لضمان سرعة اندماجها في العمل من جهة، ودراسة واقع المنشآت العمومية (الإطار التشريعي، الوضعية المالية، الحوكمة، الموارد البشرية،.... الإطلاع على التجارب المقارنة في إصلاح المنشآت العمومية، واقتراح حلول عملية تتماشى مع الواقع التونسي للإشكاليات المطروحة من جهة أخرى.	إع للمساهمات

Num°	Intitulé et résumé du sujet	Problématique	Références et nouveautés	Intérêts du sujet	Sujet proposé par
3	<p>SUJET : E-Commerce transfrontalier et dédouanement</p> <p>Résumé : Le e-commerce transfrontalier a pris un essor important grâce aux clients qui achètent des produits provenant d'autres pays. Les options d'expédition, les méthodes de paiement, la qualité des produits, etc. sont quelques-unes des raisons de cet essor. Parce que les clients en ligne peuvent choisir leurs vendeurs partout dans le monde.</p> <p>Le commerce électronique a changé les règles du jeu du commerce international, des changements qui en résultent et fournir des solutions innovantes afin d'y faire face. Il faut surtout s'assurer de l'efficacité du dédouanement et de la livraison des petits colis de faible valeur. Afin de gérer les transactions générées par le commerce électronique, les services douaniers doivent coopérer avec toutes les parties prenantes dans le but de définir, de concert, la meilleure approche à adopter tant en matière de facilitation des échanges que de lutte contre la fraude. Il s'agit des défis pour les administrations douanières notamment pour: la facilitation des échanges et la sécurité, le recouvrement juste et efficace des droits et taxes, Protection de la société-exploitation criminelle du commerce électronique.</p>	<p>Comment peut-on définir le e-commerce - Quelles sont les spécificités et les opportunités pour le e-commerce transfrontalier?</p> <p>-Quelles sont les modalités et les procédures de dédouanement du e-commerce transfrontalier?</p> <p>-Quels sont les enjeux réglementaires ,organisationnels de la douane face au e-commerce transfrontalier?</p> <p>- Comment la douane peut elle préserver son rôle de contrôle et de lutte contre la fraude face aux exigences de facilitations accordées au e-commerce transfrontalier?</p> <p>L'expérience Tunisienne en la matière, à travers l'état des lieux et la concertation entre départements et administrations concernées?</p>	<p>Décret n°2000-244 du 31 Janvier 2000, modifiant et complétant le décret n°94-1743 du 29 Août 1994, portant fixation des modalités de réalisation des opérations du commerce extérieur.</p> <p>-Loi 2000-83 du 9 Août 2000, relative aux échanges et au commerce électroniques.</p> <p>-Recueil, dossier, recommandation de l'OMD sur le e-commerce transfrontalier.</p>	<p>Le marché du e-commerce connaît un réel développement en Tunisie, notamment depuis la création du Ministère de la Technologie et de l'Economie numérique</p> <p>-Toutefois, sur le plan législatif reste beaucoup à faire pour la simplification des procédures de dédouanement, le contrôle de sûreté et de sécurité</p>	DGD
4	<p>SUJET : La digitalisation des ressources humaines</p> <p>Résumé : Longtemps interprétée à des tâches strictement administratives, la fonction RH s'est transformée ces dernières années, prenant le pas sur les évolutions légales, sociales et numériques. Une transformation toujours en cours, qui pousse les différents acteurs du secteur (DRH, assistant RH, DAF, expert comptable, fournisseurs de solutions, etc.) à faire évoluer leurs modes de travail et leurs outils. La digitalisation RH (ou dématérialisation RH) a d'abord affecté la gestion de la paie, mais touche à présent tous les aspects du métier: formation, suivi des temps... la liste est longue tant le champ d'action du métier est large, et en pleine mutation. La fonction RH devient un véritable soutien aux équipes opérationnelles, un référent pour les managers et un atout essentiel pour la gestion du personnel, suivi des congés et absences, traitement des notes de frais, recrutement et campagnes d'entretiens, direction.</p>	<p>Comment le RH permet-il un gain de temps considérable pour l'administration et pour les employés?</p>	<p>La crise sanitaire occasionnée par le COVID-19 a été (et reste) une période complexe à gérer pour les RH, avec des changements organisationnels d'ampleur: organisation du télétravail, du management à distance, de la gestion des heures en activité partielle... Autant de sujets qui requièrent une attestation et une organisation exceptionnelle de la part des différents services.</p>	<p>Adaptation des nouvelles technologies dans la gestion des ressources humaines:</p> <p>-Le smart management, -La bonne gouvernance, -L'amélioration des performances.</p>	DGD
5	<p>SUJET : La lutte contre le blanchiment des capitaux à l'épreuve des crypto-actifs</p> <p>Résumé : La répression du blanchiment au moyen des crypto-actifs est primordiale pour prévenir les risques.</p>	<p>Quelles sont les mécanismes de répression du blanchiment au moyen des crypto-actifs?</p>	<p>Recommandations du GAFI.</p> <p>-L'évolution de l'utilisation des crypto-monnaies.</p>	<p>Identification des risques du blanchiment des capitaux sur les économies des pays.</p>	DGD
6	<p>SUJET : Les prix des transferts entre les sociétés d'un même groupe.</p> <p>Résumé : Contrôler les prix des transferts entre les sociétés d'un même groupe.</p>	<p>Comment contrôler les prix des transferts entre les sociétés de groupe? et quelles sont les normes d'évaluation?</p>	<p>L'évolution récents et contrôle insuffisant des prix de transfert.</p>	<p>L'insuffisance et la non standardisation des normes d'évaluation.</p>	DGD
	<p>SUJET : La douane numérique comme moyen de lutte contre les fraudes et trafics illicites.</p>				

Num°	Intitulé et résumé du sujet	Problématique	Références et nouveautés	Intérêts du sujet	Sujet proposé par
7	<p>Résumé : le contrôle numérique des frontières et la lutte contre les tarifs illicites financiers.</p>	<p>Quelles sont les mécanismes du contrôle numériques des frontières par les services des douane?</p>	<p>L'évolution de commerce électronique illicite et la crime organisé.</p>	<p>Les nouvelles méthodes de lutte contre le commerce électronique illicite et les crimes financières complexes.</p>	<p>DGD</p>
8	<p>SUJET : L'impact de la maîtrise de la chaîne logistique internationale pour les entreprises et le douane.</p> <p>Résumé : L'émergence sans précédent de l'e-commerce et la digitalisation des entreprises en ces temps de pandémie de la COVID-19 ont amené le monde entier à porter une attention particulière aux processus logistiques, puisque ces processus permettent l'approvisionnement de la société malgré les difficultés des entreprises.</p> <p>Elle fonctionne comme un système intégré qui met en relation les processus, les activités et les ressources logistiques nécessaires pour matérialiser la chaîne d'approvisionnement. Les opérations et transactions de commerce international, les marchandises doivent s'accompagner de procédures, de droits et taxes à payer, mais aussi de certaines précisions qui peuvent faciliter l'échange. Les déclarants doivent avoir conscience des obligations et du déroulement de l'acheminement de la marchandise jusqu'au bureau des douanes. Il faut noter que le principal but de la douane est de mettre en place les mesures nécessaires et prendre les décisions adéquates pour sécuriser les flux et protéger le consommateur.</p>	<p>Comment maîtriser la chaîne logistique?</p> <p>-Peut-on considérer la logistique comme un modèle commercial typique pour tous les intervenants (transitaires, transporteurs de fret maritime, et fournisseurs de services de colis)?</p> <p>-Peut-on considérer la logistique comme une fonction transversale qui existe dans toutes les structures, parfois de manière plus évidente?</p> <p>Est-ce que la logistique internationale se charge de toutes les opérations en rapport au transport des marchandises, hors frontière?</p> <p>Difficultés liées à la crise sanitaires.</p> <p>Le rôle de différents intervenants dans la chaîne logistique du transport international.</p>	<p>Cela signifie que la logistique est ce qui garantit que les produits passent toutes les étapes de manière efficace et arrivent conformément aux exigences des conditions préétablies.</p> <p>-Les nouvelles mesures de simplifications et de facilitations des opérations du commerce extérieur.</p> <p>-Les simplifications et l'harmonisation des régimes douaniers "La convention de Kyoto révisée (CKR) 1 est un accord international qui fournit un ensemble complet de procédures douanières visant à faciliter le commerce international légitime tout en réalisant des contrôles douaniers qui garantissent notamment la protection des recettes fiscales douanières et de la société".</p>	<p>La maîtrise de la chaîne logistique est subordonnée à l'utilisation d'outils logiciels de gestion spécifique. Les coûts de gestion des stocks sont générés par la mauvaise prévision, des retards d'expédition, l'augmentation des coûts de production.</p> <p>La logistique est l'ensemble des opérations et des moyens relatifs au déplacement des marchandises depuis la fabrication, l'emballage, le stockage, les manutentions, le transport, le dédouanement, la gestion des approvisionnements, le suivi des livraisons ou des commandes.</p> <p>Les choix d'une solution transport.</p> <p>La nature des marchandises transportées détermine le type de liaison. Donc pour faciliter ces différentes opérations, plusieurs éléments sont mis à la disposition de l'importateur ainsi que pour l'exportateur, pour les encourager, mais aussi pour encadrer leurs activités en fonction des mesures qui est différent d'un pays à un autre.</p>	<p>DGD</p>

Num°	Intitulé et résumé du sujet	Problématique	Références et nouveautés	Intérêts du sujet	Sujet proposé par
9	<p>SUJET : Le nouveau système comptable de l'Etat:perspectives de réformes et apports</p> <p>Résumé : Selon la loi organique du budget , l'Etat est désormais obligé de tenir trois comptabilités: une comptabilité budgétaire, une comptabilité générale en droits constatés et une comptabilité analytique d'où l'obligation de doter l'Etat d'un nouveau référentiel comptable basé sur des normes fixées par arrêté du ministre chargé des finances,sur avis du Conseil National des Normes des Comptes Publics.</p> <p>Ce projet de réforme comptable,déjà entamé,se structure autour de plusieurs composantes à savoir: - Une composante comptable , -une composante juridique et réglementaire portant sur la modification des textes législatifs actuels en discordance avec les choix annoncés par la LOB -Une composante technique du choix d'un système d'information robuste répondant aux objectifs de la réforme, - Une composante gestion de changement pour accompagner le projet. -Les apports de la mise en oeuvre du nouveau référentiel comptable de l'Etat en terme d'amélioration de la qualité de l'information comptable,de l'enrichissement de l'information comptable au servic du parlement et des gestionnaires. *Une réorganisation des procédures dans le but de renforcer la qualité comptable.</p>	<p>Quelles sont les perspectives et les composantes du projet de modernisation du système comptable de l'Etat et quels sont les avantages de l'application de ce système et pour qui ?</p>	<p>Loi n°2019-15 du 13 février 2019 portant loi organique du budget. -NCE 01 "Présentation des états financiers":Arrêté du ministre des finances du 27 décembre 2019. -NCE 02 "Immobilisations corporelles":Arrêtés du ministre des finances du 12 septembre 2019. -NCE 03 "Immobilisations financières":Arrêtés du ministre des finances du 12 septembre 2019 -NCE 04 "Dettes financières et instruments financiers à termes":Arrêtés du ministre des finances du 12 septembre 2019. -NCE 05 "Charges":Arrêtés du ministre des finances du 12 septembre 2019 -NCE 06 "Créances de l'Etat"Arrêtés du ministre des finances du 16 octobre 2019 -NCE 07 "Produits sans contrepartie directe":Arrêtés du ministre des finances du 16 octobre 2019</p>	<p>Ces sujets sont inspirés du contexte actuel de l'administration publique notamment le cas du ministère des finances tunisien. En tant que futurs fonctionnaires,étudier ces sujets d'actualité et élaborer des recherches à leurs propos présente une occasion pour les étudiants pour se préparer à la vie active et ce en penchant sur les projets de réformes conduits par l'administration,en se dotant d'informations actualisées et même en s'enrichissant à travers les études des expériences comparées ce qui représente un avantage pour eux en développant leurs compétences mais également un avantage pour l'administration.</p>	<p>Conseil national des normes des comptes publics</p>
10	<p>SUJET : Le bilan d'ouverture de l'Etat:états des lieux et plan d'action</p> <p>Résumé : L'adoption d'un nouveau référentiel comptable implique un dispositif de transition dont un des piliers est le bilan d'ouverture.Pour l'Etat,il s'agit de reconstituer la comptabilité en intégrant tous les actifs et les passifs qui n'ont jamais été comptabilisés auparavant conformément aux règles de la comptabilité générale édictées par les normes des comptes de l'ETAT.L'élaboration du bilan d'ouverture de l'Etat est un exercice complexe et très sensible faisant intervenir non seulement des structures internes au ministère des finances mais aussi externes ce qui accentue la difficulté de l'exercice.</p>	<p>Quelle est la meilleur démarche à adopter pour la construction du bilan d'ouverture de l'Etat?</p>	<p>Loi n°2019-15 du 13 février 2019 portant loi organique du budget. -NCE 01 "Présentation des états financiers":Arrêté du ministre des finances du 27 décembre 2019. -NCE 02 "Immobilisations corporelles":Arrêtés du ministre des finances du 12 septembre 2019. -NCE 03 "Immobilisations financières":Arrêtés du ministre des finances du 12 septembre 2019 -NCE 04 "Dettes financières et instruments financiers à termes":Arrêtés du ministre des finances du 12 septembre 2019. -NCE 05 "Charges":Arrêté du ministre des finances du 12 septembre 2019 -NCE 06 "Créances de l'Etat"Arrêté du ministre des finances du 16 octobre 2019 -NCE 07 "Produits sans contrepartie directe":Arrêtés du ministre des finances du 16 octobre 2019</p>	<p>Ces sujets sont inspirés du contexte actuel de l'administration publique notamment le cas du ministère des finances tunisien. En tant que futurs fonctionnaires,étudier ces sujets d'actualité et élaborer des recherches à leurs propos présente une occasion pour les étudiants pour se préparer à la vie active et ce en penchant sur les projets de réformes conduits par l'administration,en se dotant d'informations actualisées et même en s'enrichissant à travers les études des expériences comparées ce qui représente un avantage pour eux en développant leurs compétences mais également un avantage pour l'administration.</p>	<p>Conseil national des normes des comptes publics</p>

Num°	Intitulé et résumé du sujet	Problématique	Références et nouveautés	Intérêts du sujet	Sujet proposé par
11	SUJET : La gouvernance du patrimoine immobilier de l'Etat à travers l'inventaire et l'évaluation:le cas Tunisien dans une perspective comparative	Comment l'inventaire comptable des immobilisations corporelles de l'Etat peut-il participer à l'amélioration de la gestion du patrimoine de l'Etat?et quelles sont les pratiques utilisées dans les expériences comparées?	Arrêté du ministre des finances du 12 septembre 2019, portant approbation de la norme des comptes de l'Etat relative aux immobilisations corporelles. -L'avis d'interprétation n°1-2023 du 09 mars 2023 relatif à la norme des comptes de l'Etat n°2:les immobilisations corporelles -Circulaire n°28 du 06 novembre 2023 relative à l'inventaire des immobilisations corporelles de l'Etat et leur évaluation pour préparer le bilan d'ouverture.	Ces sujets sont inspirés du contexte actuel de l'administration publique notamment le cas du ministère des finances tunisien. En tant que futurs fonctionnaires,étudier ces sujets d'actualité et élaborer des recherches à leurs propos présente une occasion pour les étudiants pour se préparer à la vie active et ce en penchant sur les projets de réformes conduits par l'administration,en se dotant d'informations actualisées et même en s'enrichissant à travers les études des expériences comparées ce qui représente un avantage pour eux en développant leurs compétences mais également un avantage pour l'administration.	Conseil national des normes des comptes publics
	Résumé : Dans le cadre des travaux préliminaires à l'élaboration du bilan d'ouverture de l'Etat,la circulaire du président du gouvernement n°2023-1 du 06 novembre 2023 a pour objet d'encadrer les travaux d'inventaire comptables des immobilisations corporelles de l'Etat et ce dans le but d'une part de présenter une image fidèle et sincère du patrimoine de l'Etat divulguée dans les états financiers et d'autre part améliorer les modes de gestion de ces actifs à travers la mise à jours et l'enrichissement de l'information dans les divers sommiers.Ces informations peuvent être en faveur de la rationalisation des choix et mode de gestion,la promotion de l'investissement avec le secteur privé et même la mise en oeuvre d'une politique immobilière de l'Etat.				
12	SUJET : Numérisation des services publics: enjeux et perspective pour le ministère des finances	Quels sont les avantages de la numérisation des services produits par le ministère des finances et quels sont les défis de l'administration face aux nouvelles technologies?	Service télé-déclaration , -Service télé-liquidation,-Le projet du compte fiscal du citoyen	Ces sujets sont inspirés du contexte actuel de l'administration publique notamment le cas du ministère des finances tunisien. En tant que futurs fonctionnaires,étudier ces sujets d'actualité et élaborer des recherches à leurs propos présente une occasion pour les étudiants pour se préparer à la vie active et ce en penchant sur les projets de réformes conduits par l'administration,en se dotant d'informations actualisées et même en s'enrichissant à travers les études des expériences comparées ce qui représente un avantage pour eux en développant leurs compétences mais également un avantage pour l'administration.	Conseil national des normes des comptes publics
	Résumé : La transformation numérique améliore l'accessibilité et l'efficacité du service public pour les citoyens.Le choix de la numérisation des administrations publiques par le gouvernement témoigne d'une volonté d'optimisation de la qualité des services avec une réduction des coûts.De multiples procédés sont mis en oeuvre à l'aide de nouvelles technologies pour atteindre cet objectif.Les réalisations du ministère des finances dans ce domaine sont multiples mais restent à consolider par l'utilisation des nouvelles technologies.				
13	SUJET : La politique fiscale un levier favorisant la soutenabilité budgétaire	Evaluation des effets de la fiscalité sur le financement de l'économie par la création des espaces budgétaires (l'approche de l'effort fiscal)	Un sujet important qui a fait l'objet de plusieurs études (ITCEQ,OCDE...)du fait des contraintes budgétaires générées par la succession de crise (COVID-19 et guerre russo-ukrainienne)	Evaluation des taux effectifs de recettes publiques et du concept de l'effort fiscal. -Le niveau de la pression fiscale optimale,son évaluation et ses impacts sur la croissance économique	DGRE
	Résumé :				
14	SUJET : L'impact du changement climatique sur l'économie	Comment estimer et intégrer les effets du changement climatique dans l'activité économique	C'est un sujet d'actualité:Sommet sur l'ambition climatique (septembre 2023), -Conférence des parties sur les changements climatiques COP28 (novembre 2023), -Etude de la Banque Mondiale:"Rapport	D'une politique publique vers une politique climatique: intégrer les considérations climatiques dans la formulation des politiques publiques (stress hydrique,...). -Les risques et vulnérabilités économiques liés au climat:analyse de l'impact macroéconomique des problèmes liés au changement climatique. -L'accélération de la transition énergétique	DGRE
	Résumé :				
15	SUJET: La microfinance un outil d'inclusion financière et d'insertion économique des populations vulnérables et marginalisées	Les personnes particulièrement vulnérables se trouvant dans une situation de précarité à la fois sociale qu'économique éprouvent des difficultés majeures pour accéder au système bancaire traditionnel			DGF
	Résumé :				
16	SUJET : Les systèmes de garantie au service de l'accès au crédit des très petites,petites et moyennes entreprises (TPME)	Prédominance du secteur bancaire dans le financement de l'économie en Tunisie, cependant une faible allocation pour les TPME			DGF
	Résumé :				

Num°	Intitulé et résumé du sujet	Problématique	Références et nouveautés	Intérêts du sujet	Sujet proposé par
17	<p>SUJET:L'évaluation des sources de financement alternatives pour les PME tunisiennes</p> <p>Résumé :</p>	<p>Etudier les différentes options de financement disponibles pour les PME en dehors des prêts bancaires traditionnels, telles que le capital-risque, le financement participatif "crowdfunding" et les "business angle"</p>			DGF
18	<p>SUJET : Les défis et obstacles au financement des PME en Tunisie et solutions pour améliorer l'accès au financement des PME</p> <p>Résumé :</p>	<p>Identifier et analyser les principaux défis auxquels les PME Tunisiennes sont confrontées lorsqu'elles cherchent à obtenir un financement, tels que la réglementation, la documentation, etc et proposer des solutions pour remédier à ces obstacles</p>			DGF
19	<p>SUJET : Les mécanismes d'accompagnement des PME en Tunisie</p> <p>Résumé :</p>	<p>Etat des lieux, forces et faiblesses, quelle stratégie pour améliorer ces mécanismes</p>			DGF
20	<p>SUJET:Le fonds d'impact; faisabilité et opportunités - cas de la Tunisie</p> <p>Résumé :</p>	<p>Le model actuel des sociétés d'investissement à risque régionales a montré ses limites dans le financement des investissements dans les régions pour plusieurs.</p> <p>Les fonds d'impact ont pour objectif de générer, en plus d'une rentabilité financière, un impact social et économique positif.</p> <p>Dans quelle mesure le modèle des fonds d'impact peut-il substituer le modèle des SICAR régionales?</p>			DGF
21	<p>SUJET : Budget sensible au genre : Etat des lieux et perspectives</p> <p>Résumé : La Budgétisation sensible au genre ou BSG est une méthode pour déterminer dans quelle mesure les dépenses publiques sont détournées ou se rapprochent de l'objectif de l'égalité des sexes. Un budget sensible au genre n'est pas un budget séparé pour les femmes, mais un instrument d'analyse des affectations budgétaires, des dépenses publiques et de la fiscalité dans une perspective de genre et peut être utilisé ultérieurement pour plaider pour la réaffectation de postes budgétaires de manière à mieux répondre aux priorités des femmes et celles des hommes, rendant, comme le nom l'indique, sensibles au genre.</p> <p>En Tunisie, l'approche genre dans les politiques publiques s'inscrit dans le contexte de la réforme des finances publiques. A cet effet, la nouvelle loi organique de budget (13 février 2019) et le plan de développement 2023-2025 ont permis l'intégration de l'approche genre dans les politiques publiques ainsi que l'institutionnalisation de la budgétisation sensible au Genre.....</p>	<p>Le sujet pose la problématique de concept et mise en œuvre du rôle du budget sensible au genre dans la vie économique et sociale. Le sujet permet aussi de déterminer les fondements et les acteurs de la réforme des finances publiques notamment le nouveau rôle attribué aux chefs de programmes dans la réussite de cette réforme.</p>	<p>La constitution 2021, -Loi organique du budget n°15 du 13 février 2019, الخطة الوطنية لإدماج ومساواة النوع الاجتماعي- (2016-2020), -Notes d'orientation sur le site gbo.tn</p>	<p>Détecter les inégalités de chances entre les différentes catégories sociales, -chercher des solutions et proposer des recommandations, -Evaluer les politiques publiques selon l'approche genre.</p>	GBO

Num°	Intitulé et résumé du sujet	Problématique	Références et nouveautés	Intérêts du sujet	Sujet proposé par
22	<p>SUJET : Le système de contrôle interne et la gestion des risques dans la gestion des finances publiques</p> <p>Résumé : La mise en place d'un dispositif de contrôle interne dans un système de gestion budgétaire par objectif s'inscrit dans un nouveau cadre de gestion des crédits(responsabilité et redevabilité,spécialisation par programme,fongibilité des crédits,suivi des objectifs et des résultats....) et ce dans le cadre du renforcement de la responsabilité et l'autonomie des gestionnaires,d'où la nécessité de mise en place d'un contrôle adapté aux nouvelles règles de gestion.</p>	<p>Quel rôle joue une intégration d'un dispositif de contrôle interne et d'une approche de maîtrise des risques dans le renforcement de la gouvernance des finances publiques?</p>	<p>Décret n°2012-2878 du 19 novembre 2012,relatif au contrôle des dépenses publiques . -Notes d'orientations site gbo.tn</p>	<p>Une mise en place d'un dispositif de contrôle interne dans l'administration publique permet de définir clairement les responsabilités des différents acteurs et une meilleure prévention des erreurs ce qui permet d'améliorer la qualité des prestations et une diminution des coûts.</p>	GBO
23	<p>SUJET : المساعدة الإدارية الدولية المتبادلة في مجال استخلاص الديون الجبانية:الحدود والافاق</p> <p>Résumé :</p>	<p>تكريس مجلة المحاسبة العمومية للمساعدة الإدارية الدولية المتبادلة في مجال الاستخلاص. -التصدي لعمليات تهريب وتقصي المدينين من تسديد الديون المستحقة عليهم بتتبع مكاسبهم المكتسبة بالخارج قصد التنفيذ عليها واستخلاص الديون.</p>		<p>تكريس آلية جديدة للتعاون المتبادل بين الدول في مجال الاستخلاص. -دراسة الصعوبات التي يواجهها استعمال هذه الآلية. -إعطاء مقترحات وتوصيات لتعزيز وتكثيف استخدام هذه الآلية بين الدول للحد من أعمال التقصي من تسديد الديون المستحقة على المدينين تعبئة للموارد العمومية الداخلية والمساهمة بالتالي في الحد من المديونية الخارجية.</p>	DG CPR
24	<p>SUJET: تعبئة الموارد الجبانية لميزانية الدولة</p> <p>Résumé :</p>	<p>فهم وتحليل التحديات والصعوبات التي تعترض عملية تعبئة الموارد الجبانية في جميع المستويات سواء التشريعية والترتيبية أو الاجتماعية والاقتصادية. - تقييم الاداء والامتثال الجباني</p>		<p>البحث عن حلول مؤسسة على مقارنة جديدة لتحسين النظام الجباني لجعل الواجب الجباني أكثر شمولية من أجل تحقيق التوازنات المالية سواء على المستوى المالي أو الاقتصادي. - تحسين إجراءات المراقبة الجبانية بهدف اكتشاف التهرب الجباني. - استخدام التكنولوجيا الحديثة والاتصالات في تبسيط عمليات تعبئة الموارد العمومية لتعزيز الامتثال الجباني.</p>	DG CPR
25	<p>SUJET : التهرب الجباني وتأثيره على تعبئة موارد ميزانية الدولة</p> <p>Résumé :</p>	<p>دراسة المفاهيم الأساسية للتهرب الجباني وتحديد أسبابه والعوامل الاقتصادية والاجتماعية والسياسية. تحليل طرق وأساليب التهرب الجباني وتأثيرها على تعبئة موارد ميزانية الدولة واستقرار المالية العمومية. دراسة النظام القانوني والترتيبي الجباني لتحديد الاساليب المستخدمة في عملية التهرب الجباني. -البحث في مستوى التشريعات المقارنة عن أفضل الممارسات في مكافحة التهرب الجباني.</p>		<p>دراسة تأثيرات التهرب الجباني على المالية العمومية وعلى سلامة النظام الاقتصادي الوطني. -البحث عن الحلول والسبب الكفيلة بمكافحة التهرب الجباني.-تعزيز سبل التعاون الدولي في مكافحة التهرب الجباني.</p>	DG CPR
26	<p>SUJET : Le crime de blanchiment de fraude fiscale</p> <p>Résumé :</p>	<p>L'incrimination : reconnaissance expresse ou tacite ? - La preuve du crime : relation interprétative ou sine qanun - l'aboutissement de l'action pénale : efficacité de la transaction</p>			DGI
27	<p>SUJET : Le contrôle fiscal sans frontière entre les contraintes des pays de l'OCDE et la souveraineté nationale.</p> <p>Résumé :</p>	<p>Les pays de l'OCDE ont commencé il y a quelques années à adopter une nouvelle politique du contrôle fiscal sans frontière. Il s'agit d'un programme ciblé d'assistance en matière de vérification fiscale dans des pays en développement pour une meilleure mobilisation des ressources nationales pour tenir les objectifs de développement durable. - Contraintes liées au respect du secret professionnel ? - Relation entre l'intervention des experts IISF et la souveraineté nationale ?</p>			DGI

Num°	Intitulé et résumé du sujet	Problématique	Références et nouveautés	Intérêts du sujet	Sujet proposé par
28	SUJET : La Crypto monnaie en droit comparé : cadre légal et fiscal	Cadre légal : monopole de l'Etat et règlementation de change. - Recommandations de l'UE et transpositions en droit comparé. - La fiscalité de la crypto monnaie : principes d'imposition et moyens de contrôle			DGI
	Résumé :				
29	SUJET : Le contrôle des prix de transfert à la une de la règlementation fiscale et douanière	Spécificités des techniques. - Coordination conventionnelle reconnue. - Coordination substantielle souhaitée.			DGI
	Résumé :				
30	SUJET : La fiscalité de l'économie numérique pour les pays africains (cas de l'Algérie et la Tunisie).	Régime fiscal - Proposition Globe - Les défis liés à la collecte de la TVA sur l'économie numérique			DGI
	Résumé :				
31	SUJET : L'importance de l'intelligence artificielle dans les contrôles fiscaux.	Digitalisation du système décisionnel de l'administration fiscale - Le datamining fiscal - Détection du risque fiscal - Contrôle fiscale automatique			DGI
	Résumé :				
32	SUJET : Techniques d'investigation fiscal	Techniques empruntées au contrôle fiscal. - Techniques spécifiques à l'enquête fiscale pénale. Effectivité des techniques au regard des standards internationaux			DGI
	Résumé :				
33	SUJET : - Le coût de l'investissement privé pour le budget de l'état (cas de la Tunisie)	En vue de promouvoir l'investissement privé l'Etat accorde divers types d'avantages - (impôt direct, TVA, Contribution et prise en charge de cotisations sociales....). Ce cout est-il quantifiable ? quel est l'avantage pour l'Etat par rapport au cout ? - Qu'on est-il de la durée de vie de la nouvelle entreprise ? - Qu'on est-il du suivi et du contrôle des avantages accordés ?			DGI
	Résumé :				

Num°	Intitulé et résumé du sujet	Problématique	Références et nouveautés	Intérêts du sujet	Sujet proposé par
34	<p>SUJET : Les opérations d'assainissement des actifs des établissements de crédit et les répercussions fiscales.</p> <p>Résumé :</p>	<p>L'analyse de la déductibilité des pertes engendrées par les opérations d'assainissement</p> <p>- Les opérations de restructuration financière</p> <p>- les difficultés rencontrées par les établissements de crédit</p>			DGI
35	<p>SUJET : les risques fiscaux relatifs aux opérations bancaires effectuées avec les parties liées.</p> <p>Résumé :</p>	<p>Les problèmes de prix des transferts</p> <p>- La dépendance dans les relations financières et l'octroi des conditions de faveur dans un contexte caractérisé par une globalisation financière.</p> <p>- les zones de risques fiscaux</p>			DGI
36	<p>SUJET : Evaluation de la réforme budgétaire de 2019 en Tunisie : enjeux, défis et perspectives</p> <p>Résumé :</p>	<p>La Tunisie a entrepris plusieurs réformes dans le domaine budgétaire afin de moderniser sa gestion budgétaire, de renforcer la transparence et l'efficacité de la gestion des finances publiques, et de favoriser le développement économique. Ce sujet se propose d'analyser en profondeur la réforme budgétaire en Tunisie, en mettant en lumière ses enjeux, les défis rencontrés et les perspectives d'avenir.</p>	<p>Nouveauté: aucune étude fait jusqu'à nos jours pour évaluer l'application de la nouvelle loi organique du budget n°15-2019 du 13 février 2019</p> <p>Références : - la nouvelle loi organique - les lois de finances - les documents budgétaires, une petite enquête qui peut être établie avec les structures administratifs concernées</p>	<p>Évaluation des progrès et des résultats de la réforme budgétaire : évaluer les progrès réalisés jusqu'à présent dans la mise en œuvre de la réforme budgétaire en Tunisie, en analysant ses résultats en termes de transparence, de responsabilité, de souplesse, d'efficacité et d'impact sur la gouvernance des finances publiques.</p> <p>- Défis et obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la réforme budgétaire : examiner de manière approfondie les principaux défis et obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la réforme budgétaire en Tunisie, tels que les résistances institutionnelles, les capacités techniques limitées et les contraintes politiques...</p> <p>- Perspectives d'avenir et recommandations : explorer les perspectives d'avenir de la réforme budgétaire en Tunisie, en proposant des recommandations stratégiques pour surmonter les défis actuels et pour renforcer davantage la gouvernance financière et la gestion des finances publiques dans le pays.</p>	DGR